

BAC chapitre 7

Composition – Corrigé

SUIET : Le Proche et le Moyen Orient, foyer de conflits depuis 1945

En 1902, l'amiral américain Alfred Mahan utilise pour la première fois le terme « Moyen-Orient » (*Middle East*) pour désigner les régions qui, situées sur la route des Indes, présentent un intérêt stratégique majeur. L'officier affirme alors que le pays qui contrôlera cette région, contrôlera le monde. Aujourd'hui, l'expression « Proche et Moyen-Orient » désigne une région de 7 millions de km² comprenant le Proche-Orient, c'est-à-dire les pays riverains de la Méditerranée orientale (Turquie, Égypte, Israël, Palestine, Liban, Syrie, Jordanie), l'Irak, l'Iran, les pays de la péninsule arabique (Arabie saoudite, Yémen, Oman, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Koweït) et, sur ses marges, le Pakistan et l'Afghanistan. Le Moyen-Orient se trouve donc au carrefour de trois continents : l'Europe, l'Afrique et l'Asie. En 1945, la région est extrêmement instable en raison de la présence d'éléments de tensions (mosaïque culturelle et religieuse, ressources stratégiques, frontières contestées) et de rivalités entre les grandes puissances, qui s'affrontent pour la domination de la région. Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et aujourd'hui, tous ces pays doivent faire face à de nombreux conflits, c'est-à-dire des oppositions entre plusieurs acteurs, qui peuvent déboucher sur des guerres. En quoi les facteurs régionaux de tension et le jeu des puissances font-ils du Proche et du Moyen-Orient un foyer durable de conflits ?

Nous présenterons d'abord un tableau de la situation du Proche et du Moyen-Orient en 1945, pour rappeler qu'il s'agit d'une région à forts enjeux conflictogènes. Puis, dans un second temps, nous étudierons la division de la région pendant la guerre froide (1945-1979). Enfin, nous analyserons dans une dernière partie la persistance des conflits et l'impossibilité d'une paix durable.

Le premier facteur conflictogène de la région est l'abondance de ressources et de points de passage stratégiques. Deux ressources sont particulièrement stratégiques et donc potentiellement sources de conflits. La première est l'eau, essentielle dans une région qui dispose d'un climat semi-aride ou aride (désertique), excepté pour les régions qui se trouvent à proximité des mers Méditerranée, Égée, Noire et Caspienne, et doit faire face à des températures élevées, notamment dans les déserts d'Arabie, de Syrie et d'Iran. Ce sont les problèmes liés au partage de l'eau qui expliquent en grande partie les conflits entre la Turquie, l'Irak et la Syrie d'un côté (lutte pour la maîtrise des deux grands fleuves Tigre et Euphrate) et le conflit entre Israël et la Palestine de l'autre (les territoires annexés par Israël sont tous d'importants réservoirs d'eau). La deuxième ressource essentielle est le pétrole. La région dispose d'abondants gisements pétroliers (environ 50 % des réserves mondiales), notamment dans la région du Golfe persique et en Irak. Parmi les cinq États disposant des plus grandes réserves connues à ce jour, quatre sont des États du Proche et Moyen-Orient (PMO) (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweït). Dans la mesure où les hydrocarbures sont indispensables à l'économie des pays développés (les États-Unis importent la moitié de ce qu'ils consomment), le contrôle de l'approvisionnement est stratégique. Selon l'économiste Philippe Hugon, un État détenteur de ressources en hydrocarbures a neuf fois plus de chances d'être le théâtre d'un conflit armé, qu'un État qui n'en est pas pourvu. La possession des gisements explique directement certains conflits : la guerre du Golfe (1990-1991), la guerre d'Irak (2003-2011), l'occupation par l'État islamique de certaines zones en Irak et en Syrie. Enfin, la région est un carrefour entre l'Europe et l'Asie, ce qui, à l'échelle mondiale, donne à l'Est et au Sud de la zone une grande importance géostratégique. De plus, elle possède certains passages sensibles comme le détroit d'Ormuz (la route du pétrole) ou le Canal de Suez (accès direct de la Méditerranée à l'Océan indien).

Par ailleurs, la région regroupe différentes civilisations qui se sont développées au cours des siècles, notamment des Arabes (Égypte, péninsule arabique, Syrie, Jordanie, Liban), des Perses (Iran, Irak), des Turcs (Turquie), des Kurdes (Irak, Turquie, Syrie, Iran) et des Juifs (Israël). La région est également divisée entre différentes religions qui ne recoupent pas le découpage ethnique : minorités chrétiennes au Liban, en Syrie, en Irak, en Égypte ; juives en Israël ; et musulmanes, qu'on peut décomposer en chiites (Iran, Irak, Syrie, Liban), ibadites (sultanat d'Oman) et sunnites dans les autres pays. Le Liban illustre parfaitement cette diversité religieuse, puisqu'il reconnaît officiellement 18 communautés religieuses : les chrétiens (maronites, grec-orthodoxes, grec-catholiques melkites, arméniens apostoliques, arméniens catholiques, syriens-orthodoxes, syriens-catholiques, assyriens, chaldéens, coptes orthodoxes, latins et protestants), les musulmans (sunnites, chiites duodécimains, chiites ismaéliens, druzes et alaouites) ainsi qu'une communauté juive (très peu nombreuse). Le pays prend en compte cette diversité et partage les principales responsabilités politiques entre les différentes communautés : le président de la République est un chrétien maronite, le président du Conseil des ministres est un sunnite et le président du Parlement un chiite. De plus, la région abrite des lieux saints des trois grandes religions monothéistes : Jérusalem pour les Juifs (Mur des Lamentations, dernier vestige du Temple de Jérusalem), les Chrétiens (Saint Sépulcre, tombeau du Christ) et les Musulmans (Mosquée al-Aqsa et Dôme du Rocher), La Mecque (Kaaba au cœur de la mosquée Masjid Al-Haram) et Médine (tombeau de Muhammad dans la mosquée du Prophète) pour tous les Musulmans, Nadjaf (mausolée d'Ali) et Kerbala (mosquée Al Husayn, où est enterré Hussein, le fils d'Ali) pour les chiites. La région fait donc l'objet d'un surinvestissement religieux,

Enfin, les frontières de la région sont problématiques car issues du découpage colonial, souvent effectué sans tenir compte des réalités humaines, économiques ou historiques, elles sont discutées, voire niées. En 1920, lors de la conférence de San Remo, Français et Britanniques se partagent la région, autrefois sous domination ottomane en établissant des mandats, c'est-à-dire une tutelle accordée par la SDN à une grande puissance, dont l'objectif est théoriquement de guider le territoire concerné vers l'indépendance. Ainsi, ce sont les accords Sykes-Picot, signés en 1916 par la France et le Royaume-Uni et prévoyant déjà le partage du Proche-Orient en plusieurs zones d'influence, qui sont appliqués au lendemain de la Première Guerre mondiale. Toutefois ces accords sont problématiques, dans la mesure où ils entrent en contradiction avec la déclaration de Balfour (du nom du ministre britannique des Affaires étrangères) de novembre 1917, dans laquelle le Royaume-Uni s'engageait à créer un État juif en Palestine. Conformément à leurs promesses de la déclaration Balfour de novembre 1917, les Britanniques y ont favorisé l'entrée de nombreux Juifs, ainsi à la fin des années 1930, ils sont plus de 400 000 sur le territoire palestinien et représentent un peu moins du tiers de la population. Par ailleurs, animés par le sionisme (idéologie nationaliste née à l'initiative de Theodor Herzl, auteur de *L'État juif*), ils prônent l'existence d'un centre spirituel, territorial ou étatique peuplé par les Juifs en Israël, l'Eretz Israël (« Terre d'Israël »), la terre promise par Dieu au peuple juif. À la naissance du mouvement sioniste, le territoire correspond à la Palestine ottomane puis après la Première Guerre mondiale à la Palestine mandataire. Le sionisme entend redonner aux Juifs un statut perdu depuis l'annexion du royaume d'Israël par l'Empire romain, à savoir celui d'un peuple regroupé au sein d'un même État. En Palestine, les Juifs se sont dotés d'institutions politiques, de structures économiques et syndicales, mais aussi d'une organisation d'autodéfense, la *Haganah*. Cependant, les Palestiniens refusent cette immigration juive et une résistance palestinienne se développe, sévèrement réprimée par les Britanniques (insurrection de 1936).

Ainsi, ce tableau du Proche et du Moyen-Orient en 1945 montre bien qu'il s'agit d'une région à forts enjeux et que ces derniers peuvent être à l'origine de conflits. Pendant toute la guerre froide, la région, convoitée par les deux superpuissances, se divise.

La fin de la Seconde Guerre mondiale est marquée par la fin des mandats européens sur le Moyen-Orient et le recul de l'influence française et britannique. Dès 1943, les dirigeants de la France Libre reconnaissent l'indépendance du Liban. En 1946, la France et le Royaume-Uni doivent abandonner leurs mandats respectifs sur la Syrie et la Transjordanie. Dans le même temps, les États-Unis, sortent de leur isolationnisme et affirment leur présence dans la région. En février 1945, le roi saoudien Ibn Saoud est accueilli à bord d'un destroyer américain, le Quincy, pour rencontrer le président Franklin Roosevelt. Ce dernier, préoccupé par le massacre des Juifs européens, tente de faire accepter au roi l'idée d'un foyer juif en Palestine. Il échoue mais parvient à obtenir l'engagement formel de l'Arabie dans le conflit. Les deux États signent alors le pacte du Quincy : les Saoudiens accordent aux Américains un accès de soixante ans au pétrole du royaume, en contrepartie les Américains s'engagent à protéger militairement le Royaume arabe.

Comme d'autres régions du monde, le Moyen-Orient devient l'enjeu de la rivalité entre les deux superpuissances issues de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS. Dans le cadre de la doctrine Truman et de la politique du *containment*, les États-Unis signent un certain nombre d'alliances avec les pays de la région. Après le pacte de Quincy avec l'Arabie saoudite en 1945, la Turquie rejoint l'OTAN en 1952 et le Royaume-Uni met en place le pacte de Bagdad avec la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan en 1955. Les États-Unis choisissent de ne pas participer à l'accord, afin d'éviter de s'aliéner les États arabes avec lesquels ils tentent de cultiver des relations amicales. En retour, l'URSS soutient l'Égypte du colonel Nasser (qui a renversé la monarchie en 1952), l'Irak (qui change de camp suite au renversement de Fayçal II et de la monarchie hachémite en 1958), la Syrie, le sud Yémen et défend officiellement la cause des Palestiniens, qui réclament la création d'un État indépendant.

Toutefois, les alliances ne restent pas figées et les équilibres régionaux se modifient. Ainsi, l'Iran devient ouvertement hostile aux États-Unis et à Israël après la révolution islamique de 1979. À l'inverse, l'Égypte et l'Irak deviennent les alliés des Américains à partir de 1980. Les relations avec Israël sont plus complexes. Jusque dans les années 1960, les États-Unis craignent qu'un rapprochement avec Israël ne favorise des alliances entre l'URSS et certains États arabes, ce qui remettrait en cause la stratégie de l'endiguement. Cela explique la réaction très vive de Washington dans les crises qui impliquent l'État hébreu, en 1953 et 1956. Lors de la seconde crise, Israël décide de s'associer à l'expédition punitive franco-anglaise contre l'Égypte de Nasser, Washington fait alors pression sur Tel-Aviv, Londres et Paris pour obtenir le retrait de Tsahal. Ce n'est que dans les années 1960 que les États-Unis se rapprochent d'Israël. Ce tournant s'explique par la montée en puissance de l'Égypte, qui projette d'unifier les États arabes et constitue donc une menace pour l'équilibre de la région. À partir des années 1960, les États de la région profitent de la dépendance occidentale à l'égard du pétrole pour se réapproprier leurs ressources. En 1960, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite et le Koweït fondent l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Face aux États industrialisés impliqués dans la guerre froide, cette organisation, qui s'ouvre à d'autres États comme le Venezuela et l'Indonésie, apparaît comme l'une des rares organisations internationales à échapper à la logique de la guerre froide.

La revendication d'un État juif devient un problème international dont la jeune ONU est saisie à la demande du Royaume-Uni. En 1947, l'ONU met fin au mandat britannique sur la Palestine et établit un plan de partage du pays (résolution 181 du 29 novembre 1947), qui prévoit la création de deux États et la mise en place d'une zone internationale à Jérusalem. Le plan est rejeté par les Arabes et une guerre civile éclate entre novembre 1947 et mai 1948. Suite à la victoire des forces armées juives, David Ben Gourion proclame la naissance de l'État d'Israël le 14 mai 1948. Mais la création de l'État d'Israël heurte de plein fouet le nationalisme arabe, qui refuse catégoriquement la naissance d'un État juif sur ses terres. La réponse des États arabes ne se fait pas attendre : l'Égypte, la Syrie et la Transjordanie forment une coalition et attaquent Israël pour soutenir les « frères palestiniens ». C'est la première guerre israélo-arabe (1948-1949), qui s'achève par la victoire des Israéliens. Le conflit est baptisé « guerre d'indépendance » par les Israéliens et « Nakba » (« catastrophe ») par les Palestiniens. Après la guerre, Israël annexe une partie des territoires palestiniens tandis que la Transjordanie annexe la Cisjordanie et que l'Égypte administre la bande de Gaza. Ce nouveau découpage n'est validé par aucun traité

de paix et marque la naissance du problème palestinien : l'État palestinien est mort-né et la victoire d'Israël provoque un exode massif de 600 000 Palestiniens vers les États voisins. Les conceptions des deux peuples sont irréconciliables : pour les Israéliens, la création de l'État d'Israël n'est qu'une restitution d'une terre dont ils ont été chassés, un nécessaire foyer national en raison des persécutions dont ils ont souffert dans l'Histoire, la tenue de promesses faites par les Britanniques (déclaration de Balfour) puis par l'ONU ; à l'inverse, pour les Palestiniens, la création de cet État correspond à la spoliation d'une terre où ils vivaient, une nouvelle forme de colonisation, une injustice de la part des États qui règlent le problème juif à leurs dépens. C'est sur les États arabes qu'ils comptent pour détruire l'État d'Israël. En effet, près d'un million de réfugiés palestiniens vivent dans les conditions précaires des camps et les pays arabes ne souhaitent pas les intégrer. Ainsi, se dotent-ils en 1964 d'une organisation, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), qui fédère plusieurs organisations, notamment, le Fatah de Yasser Arafat, dont la position est définie dans la charte de 1964.

En 1967, les États arabes voisins massent des troupes à la frontière israélienne et Nasser décrète le blocus du détroit de Tiran (entrée du golfe d'Akaba). En réaction, les Israéliens déclenchent la guerre des Six-Jours (5-10 juin 1967), une guerre préventive contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Ils détruisent l'aviation arabe et écrasent l'armée égyptienne dans le désert du Sinaï. La victoire des Israéliens leur permet d'occuper de nouveaux territoires : la partie Est de Jérusalem, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan et la totalité du Sinaï, ce qui permet à la fois de contrôler le canal de Suez et de surveiller l'Égypte. De plus, cette expansion permet à Israël de contrôler la totalité des réserves d'eau de la région : le Jourdain, le lac de Tibériade, deux nappes phréatiques (en Cisjordanie et sur le littoral), deux canaux (canal du Ghor et conduit national israélien) et le plateau du Golan, qui tient lieu de véritable château d'eau naturel alimentant le lac de Tibériade. La guerre des Six-Jours est suivie d'une politique de colonisation, c'est-à-dire de l'implantation de Juifs dans ces territoires conquis par la force. Cette colonisation permet de contrôler directement sur le terrain le niveau d'utilisation de l'eau par les populations locales (interdiction pour l'agriculture, pour le forage de puits...), mais également de développer la politique du fait accompli, c'est-à-dire faire en sorte qu'il devienne impossible de rendre ces territoires par la présence de villes juives.

La guerre a aussi des conséquences importantes sur la géopolitique de la région. Suite à la défaite de l'Égypte, l'influence de Nasser dans le monde arabe décline au profit de l'Arabie saoudite, soutenue par les États-Unis. Les associations palestiniennes comprennent qu'elles ne peuvent pas compter seulement sur l'aide des États arabes et se lancent dans des actions plus autonomes, notamment le Fatah de Yasser Arafat, qui a perpétré son premier attentat en 1965 contre un aqueduc. L'ONU tente d'intervenir et adopte la résolution 242, qui rejette les modifications de frontières par la violence, mais confirme le droit à l'existence de l'État d'Israël. La résolution n'est acceptée par aucun des deux partis. Israël accepte formellement, mais interprète l'idée de « frontières sûres » non pas comme reconnues par les pays arabes mais comme aisément défendables, ce qui exclut la restitution de certains territoires (Golan et Sinaï). Les pays arabes rejettent la résolution soit parce qu'elle apparaît comme une confirmation du partage de 1947 (droit d'existence de l'État d'Israël), soit parce qu'elle ne prend pas assez en compte le sort des Palestiniens dont la plupart vivent dans des camps de réfugiés hors de la Palestine.

En 1973, une quatrième guerre éclate, la guerre du Kippour (6-24 octobre 1973). Le jour de Yom Kippour, les Égyptiens et les Syriens lancent une attaque surprise dans la péninsule du Sinaï et sur le plateau du Golan, territoires respectivement égyptien et syrien occupés par Israël depuis la guerre des Six-Jours. D'abord en difficulté, l'armée israélienne parvient à stopper les armées adverses. Cette guerre est marquée par une internationalisation du conflit, qui s'inscrit dans le contexte de la guerre froide : on observe un soutien actif de l'URSS et des États-Unis à leurs alliés respectifs et ce sont les deux Grands qui imposent la cessation des combats à leurs alliés. Suite à la victoire d'Israël et au soutien américain, les États arabes producteurs de pétrole décident d'utiliser le pétrole afin de faire pression sur la communauté internationale et lui imposer une solution négociée : le prix du baril de pétrole brut est quadruplé et passe en un an de 3 à 12 dollars. Le conflit israélo-palestinien a des conséquences sur les autres États de la

région, notamment le Liban. À partir de 1975, une guerre civile éclate entre les Phalanges armées maronites (chrétiennes) d'un côté et les Palestiniens au Liban et leurs alliés arabes sunnites de l'autre. Le conflit s'étend et entraîne une première intervention militaire de la Syrie. Hafez el-Assad, inquiet du basculement possible de l'équilibre des forces dans un État qu'il considère comme appartenant à la zone d'influence syrienne, fait entrer ses blindés au Liban pour essayer de mettre un terme à la guerre civile. Israël intervient également à plusieurs reprises. Cette intervention israélienne est à l'origine, en 1982, de la formation du Hezbollah (le « parti de Dieu » en arabe), parti chiite soutenu par l'Iran et la Syrie.

Les années 1950 sont marquées par l'émergence d'un nouveau projet panarabique. Ce projet est porté par le président égyptien Nasser, à la tête du pays depuis la révolution de 1952, qui a remplacé la monarchie par une république nationaliste, socialiste et laïque. Nasser s'impose en éliminant ses rivaux, qu'il accuse de soutenir les Frères musulmans. Seul candidat à l'élection présidentielle de 1956, il devient président de la République. L'idéologie nassérienne (le nassérisme) est définie dans la *Philosophie de la révolution*, écrit par Gamal Abdel Nasser en 1953. Dans cet ouvrage, il explique que l'Égypte possède trois cercles d'appartenance fondamentale : la nation arabe, l'Afrique et le monde musulman. Il développe une variante du panarabisme : il reprend l'idée d'unir tous les Arabes, indépendamment de leur religion, mais donne au mouvement une nette coloration antioccidentale dans la mesure où Nasser, socialiste, accepte de s'allier à l'URSS. Cette tendance antioccidentale se retrouve dans l'action politique de Nasser, qui demande à ce que les ressources du monde arabe servent les intérêts du peuple arabe et non l'intérêt des « impérialistes » occidentaux. C'est dans ce cadre qu'il annonce en 1956 la nationalisation du canal de Suez, qui était exploité par les Britanniques et les Français. L'objectif est de trouver des fonds pour financer la construction du barrage d'Assouan. Cette décision donne le coup d'envoi d'une crise internationale, à laquelle les Britanniques et les Français, qui reprochent à Nasser de soutenir le nationalisme algérien, décident de réagir militairement.

À la suite d'un accord, Israël se range aux côtés des occidentaux, déclenche le conflit contre l'Égypte et les armées franco-britanniques prennent le contrôle du canal à l'issue d'une opération aérienne. Nasser trouve alors un double soutien : son allié soviétique qui menace d'utiliser l'arme nucléaire et les États-Unis, hostiles à une opération de type colonialiste, font pression pour que Français et Anglais évacuent leurs positions. Après le repli des forces franco-britanniques et israéliennes, Nasser reste donc maître du canal. La défaite des anciennes puissances européennes fait renaître pour un temps le rêve de l'unité arabe. Face à l'axe proaméricain constitué de la Jordanie et de l'Irak, les Syriens se prononcent pour l'unité entre l'Égypte et leur pays. En 1958, les militaires égyptiens et syriens demandent à Nasser la fusion entre leurs deux pays. Le président égyptien accepte et la Syrie et l'Égypte fusionnent pour former la République arabe unie (RAU). L'union est cependant dissoute en 1961 en raison d'une trop forte mainmise de l'Égypte.

À la mort de Nasser en 1970, c'est Anouar el-Sadate qui lui succède. Il rompt avec la politique nationaliste arabe de son prédécesseur et donne la priorité au développement économique de l'Égypte, confronté à l'explosion démographique. Ce développement passe à la fois par l'aide économique américaine – et donc la rupture des liens étroits avec l'URSS – et par la réorientation des dépenses militaires vers des secteurs civils. L'Égypte choisit donc de s'engager dans un processus de paix avec Israël. En 1977, Sadate effectue un voyage surprise à Jérusalem et prononce un discours à la Knesset, dans lequel il propose la paix. Cette évolution politique est concrétisée par les accords de Camp David en 1978. Sous le patronage du président américain Jimmy Carter, le président égyptien Sadate et le premier ministre israélien Begin signent un traité de paix et se mettent d'accord sur la restitution du Sinaï et la réouverture du canal de Suez. Il s'agit d'une fracture importante dans le front arabe anti-israélien. Une ligne de partage oppose désormais deux groupes d'États : d'un côté, les pro-occidentaux, qui refusent le modèle soviétique ou qui craignent le fanatisme religieux des islamistes et qui accompagnent ce processus de paix (Arabie saoudite, Jordanie) ; de l'autre, des États qui se radicalisent comme la

Syrie et l'Irak. L'Égypte est exclue de la Ligue arabe et Anouar el-Sadate est assassiné en 1981 par les Frères musulmans.

Pendant toute la guerre froide, le Proche et le Moyen-Orient constituent donc un enjeu fondamental pour les deux superpuissances, qui tentent de rallier des États à leur cause et s'impliquent dans les différents conflits qui agitent la région. L'apaisement qui caractérise les années 1980 met un terme à la guerre froide mais ne permet pas un apaisement des conflits au Proche et au Moyen-Orient. Cette persistance des conflits s'explique principalement par la montée en puissance de l'islamisme et l'apparition de nouvelles conflictualités à l'aube du XXI^e siècle.

L'année 1979 est marquée par la montée en puissance de l'islamisme dans la région à la faveur de la révolution islamique en Iran et de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. L'islamisme désigne, depuis les années 1970, un courant de l'islam faisant du Coran la source unique du droit et du fonctionnement de la société, dans l'objectif d'instaurer un État musulman régi par les religieux. En Iran, le Shah Mohammed Reza Pahlavi est renversé par la révolution islamique et l'ayatollah Khomeiny, de retour d'exil en France, fonde une République islamique dominée par les autorités religieuses et exerce jusqu'à sa mort la fonction de Guide de la Révolution. L'Iran est donc le premier régime islamiste à voir le jour dans la région. C'est un grave revers pour les Américains d'autant que, la même année, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan pour soutenir le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), parti marxiste qui a pris le pouvoir par la révolution de 1978, il est cependant contesté par l'opposition islamiste. Pour éviter une situation semblable à celle de l'Iran, l'URSS envahit le pays le 25 décembre 1979. Avec l'aide du Pakistan et de l'Arabie saoudite, les États-Unis soutiennent et arment la résistance afghane, dont les combattants prennent le nom de moudjahidines (« guerriers saints »). C'est au sein de cette résistance afghane que naît l'idée d'un djihad mondial.

La victoire des islamistes en Iran bouleverse la géopolitique de la région. La propagande iranienne inquiète les États sunnites, qui comportent d'importantes minorités chiites. En 1980, l'ayatollah Khomeiny appelle les Irakiens à renverser le régime de Saddam Hussein. Le président de la République irakienne depuis 1979, est d'autant plus inquiet que c'est dans son pays que se trouvent deux des lieux saints du chiisme : Nadjaf (mausolée d'Ali) et Kerbala (mosquée Al Husayn, où est enterré Hussein, le fils d'Ali). Saddam Hussein veut donc profiter de la désorganisation de l'armée iranienne et de l'hostilité des États-Unis pour modifier la frontière Iran-Irak, récupérer le Chatt Al-Arab (estuaire commun au Tigre et à l'Euphrate) et récupérer ainsi la province arabe du Khuzistan. Ainsi, l'objectif est à la fois de contester à l'Iran islamiste le leadership régional et d'annexer à l'Irak une région industrielle riche en pétrole, peuplée d'Arabes et offrant un débouché élargi sur la mer. L'agression irakienne bénéficie de la bienveillance des Occidentaux et de l'URSS, inquiets de l'extension de l'islamisme, ainsi que de l'Arabie saoudite et du Koweït, hostiles à l'Iran chiite, qui résiste au prix d'une longue guerre (1980-1988) faisant près d'un million de morts.

Ayant échoué contre l'Iran, Saddam Hussein décide en août 1990 d'envahir le Koweït, dont il convoite les richesses pétrolières (20 % des réserves mondiales de pétrole) afin de régler sa dette colossale (150 % du PIB). Comme cette région est vitale pour les États-Unis en raison des importantes réserves de pétrole, le président Georges Bush décide d'intervenir. Il s'agit également pour le Président des États-Unis, d'illustrer le « nouvel ordre mondial » voulu par les Américains qui, depuis l'effondrement de l'URSS, se sentent investis d'une mission : garantir la paix et la stabilité dans le monde, diffuser les valeurs libérales et démocratiques. Les États-Unis privilégient le multilatéralisme et parviennent à réunir, sous l'égide de l'ONU, une coalition d'une trentaine de pays comprenant la France, le Royaume-Uni et la plupart des monarchies pétrolières arabes (Arabie saoudite, Qatar, Émirats arabes unis), qui voient d'un mauvais œil l'impérialisme irakien. Le 15 janvier 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution

autorisant une intervention armée de casques bleus contre l'Irak (opération « Tempête du désert »). L'Irak, vaincu, est soumis à un embargo et Saddam Hussein est contraint d'autoriser les inspecteurs de l'ONU à enquêter sur son armement.

Durant cette guerre, les Américains renforcent leur présence en Arabie saoudite, terre sacrée de l'islam. Cette présence est dénoncée par les islamistes radicaux, regroupés autour d'Oussama Ben Laden et de son réseau Al-Qaïda, fondé en 1987. Dans le cadre de la politique d'*enlargement* menée par Bill Clinton (1993-2001), les Américains s'impliquent dans le processus de paix au Proche et Moyen-Orient, qui est directement lié à la guerre du Golfe et à la défaite de l'Irak. En effet, l'OLP de Yasser Arafat, qui a soutenu Saddam Hussein, se retrouve isolée vis-à-vis des autres pays arabes et donc en position de faiblesse. En 1992, l'OLP et Israël se reconnaissent mutuellement. En 1993, sous l'égide du président américain Bill Clinton, un accord de paix, négocié secrètement à Oslo, est signé à Washington le 13 septembre (accords de Washington ou accords d'Oslo) entre Yasser Arafat et le Premier ministre israélien Itzhak Rabin. Le texte prévoit un territoire autonome pour les Palestiniens dans la bande de Gaza et la Cisjordanie, ainsi qu'en embryon d'État, l'« autorité palestinienne ». Il met fin à la première intifada (« soulèvement » en arabe), lancée en 1987. Mais cet accord ne met pas un terme au conflit. Yitzhak Rabin est assassiné en novembre 1995 par un extrémiste juif et en 1996, le Likoud, parti fondamentalement hostile aux accords et favorable au processus de colonisation dans les territoires occupés, revient au pouvoir. Son dirigeant, Ariel Sharon, se rend en septembre 2000 sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, ce qui est considéré comme une provocation et déclenche la seconde intifada (2000-2004).

Néanmoins, au matin du 11 septembre 2001, 19 terroristes islamistes lancent une triple attaque contre des symboles forts de la puissance américaine : le Pentagone, siège du ministère de la Défense (symbole de la puissance militaire américaine), les tours jumelles du World Trade Center, le plus grand centre d'affaires du monde (symbole de la puissance économique des États-Unis), la Maison Blanche, symbole politique, qui échappe à l'attaque en raison de l'intervention héroïque des passagers, qui provoque un accident dans le désert de Pennsylvanie. Près de 3000 personnes décèdent lors de ce « mardi noir », provoquant un traumatisme sans précédent chez les Américains et engendrant une réelle psychose. Dès lors, les États-Unis, soutenus par une coalition internationale, lancent en Afghanistan l'opération « Liberté immuable », qui a pour objectif de chasser les Talibans du pouvoir, principaux soutiens d'Oussama Ben Laden. En effet, pour lutter contre cette nouvelle menace que représente le terrorisme, les États-Unis décident de mener une lutte globale contre un « axe du Mal » prétendument hostile à l'Amérique et s'étendant de la Corée du Nord à l'Iran en passant par l'Irak. C'est ce qui les pousse à envahir l'Irak en 2003, contre l'avis de l'ONU et de certains de ses alliés historiques comme la France et l'Allemagne, sous le prétexte de la présence d'armes de destruction massive. Le 1^{er} mai 2011, les Américains remportent une victoire, puisque un commando américain exécute Oussama Ben Laden, caché au Pakistan.

La guerre globale lancée par le président américain contre le terrorisme, si elle permet d'affaiblir Al-Qaïda, renforce aussi l'hostilité des islamistes à l'égard des États-Unis et de leurs alliés. Les attaques contre l'Occident se multiplient partout dans le monde : attentats contre des touristes occidentaux à Bali en Indonésie (2002), à Casablanca au Maroc et à Istanbul en Turquie (2003), à Madrid (2004), à Londres (2005), à Toulouse par Mohammed Merah (2012). Ces attaques sont perpétrées par des groupes locaux, des filiales qui ont prêté allégeance à Al-Qaïda : AFPK (zone afghano-pakistanaise), Al-Qaïda en Irak, AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), AQPA (Al-Qaïda dans la Péninsule arabique). Il existe aussi dans les pays occidentaux des petites cellules plus ou moins autonomes affiliées à Al-Qaïda, liées entre elles par les forums islamistes et qui peuvent aller s'entraîner dans des camps en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen et en Irak. Leurs membres ont, de plus en plus souvent, vécu en Occident et se sont radicalisés sur place.

La région est aussi bouleversée par le « Printemps arabe ». Né au Maghreb en décembre 2010 (après la chute du président Ben Ali en Tunisie), un vaste mouvement de protestation se propage au Moyen-Orient au printemps 2011 et permet le renversement d'Hosni Moubarak en Égypte et de Mouammar Kadhafi en Libye. Les régimes en place en Syrie, au Yémen et à Bahreïn

sont aussi sérieusement menacés. Dans ces deux derniers pays, les manifestations sont sévèrement réprimées avec l'appui de troupes venues d'Arabie saoudite. À chaque fois, ce sont des régimes autoritaires, dictatoriaux, qui sont renversés ou mis à mal avec le soutien des Occidentaux, qui espèrent l'instauration de régimes démocratiques propres à faire avancer la cause de la paix dans la région. Mais ces espoirs sont rapidement déçus.

En Égypte, c'est le leader des Frères musulmans, Mohamed Morsi, qui remporte les élections présidentielles de 2012. Suite à un vaste mouvement de protestation populaire, il est renversé en 2013 par un coup d'État militaire, qui porte au pouvoir le général Abdel Fattah al-Sissi. La région est actuellement ébranlée par la guerre en Syrie et en Irak, particulièrement complexe dans la mesure où elle est liée aux trois principaux enjeux conflictogènes. Cette guerre est révélatrice des difficultés à faire coexister des peuples et des religions différentes. En Syrie, le régime de Bachar el-Assad, qui appartient à la minorité alaouite, branche du chiisme, est contesté par la population sunnite. De même, en Irak, le régime chiite de Nouri al-Maliki, mis en place par les Américains, marginalise et oppresse les populations sunnites, ce qui pousse ces dernières à se révolter. Les deux régimes sont soutenus par le Hezbollah libanais et l'Iran, principale puissance chiite de la région, alors que les révoltes sont financées par l'Arabie saoudite et le Qatar, États sunnites les plus puissants.

C'est dans ce contexte que naît l'État islamique, d'abord en Irak, puis à partir de 2012 en Syrie. L'organisation salafiste proclame la restauration d'un califat islamique en juin 2014. Son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, prend alors le nom de calife Ibrahim. L'objectif de ce dernier est conforme à l'idéologie salafite : réunir tous les Musulmans dans un même État reposant sur la Charia et revenir au Moyen Âge, âge d'or de la civilisation musulmane. L'État islamique rejette donc les anciennes frontières issues de la période coloniale et abolit la frontière entre l'Irak et la Syrie, née des accords Sykes-Picot de 1916. Il règne aujourd'hui sur un territoire immense, peuplé d'environ huit millions d'habitants et disposant de ressources gigantesques, notamment du pétrole (un million de dollars par jour) et du phosphate. L'État islamique a réussi à s'imposer comme la principale organisation djihadiste au détriment d'Al-Qaïda. Il a réussi à montrer qu'il pouvait frapper n'importe quel pays du monde, aussi bien la Russie (explosion d'un avion russe au-dessus de l'Égypte le 31 octobre 2015) que la France (attentats du 13 novembre 2015). À la suite des attentats de Paris, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité le 20 novembre une résolution proposée par la France dans laquelle il appelle tous les États qui le peuvent à lutter contre Daech.

En 1945, le Proche et le Moyen-Orient constituent donc une région à forts enjeux conflictogènes. Pendant toute la guerre froide, la région, convoitée par les deux superpuissances, se divise. L'apaisement, qui caractérise les années 1980, et la chute de l'URSS mettent un terme à la guerre froide mais ne permettent pas un apaisement des conflits au Proche et Moyen-Orient. Cette persistance des conflits s'explique principalement par la montée en puissance de l'islamisme et l'apparition de nouvelles conflictualités à l'aube du XXI^e siècle.